

Fiche de lecture

Dépression et retour de la prospérité Les économies européennes à la fin du XIX^e siècle

Jean-François Vidal

L'Harmattan, collection Logiques Économiques, 2000

Jacky Fayolle

Directeur-adjoint du Département des études

Professeur associé à l'Université Pierre Mendès-France de Grenoble

Pour qui connaît les patients et soigneux travaux de Jean-François Vidal sur l'histoire économique du XIX^e siècle, ce livre offre avec bonheur une synthèse ramassée des investigations et des réflexions de l'auteur sur cette période remarquable du capitalisme que constitue le second XIX^e siècle. Le titre retourne habilement, dans une version optimiste, celui de l'ouvrage classique d'Haberler, *Prospérité et Dépression*. Les dépressions, on en sort ! Encore faut-il savoir comment et le lecteur d'aujourd'hui ne peut jeter ce regard en arrière sur les modes de sortie de la grande dépression du XIX^e siècle sans avoir à l'esprit les promesses, ou les sirènes, de la « nouvelle économie », après un quart de siècle de croissance morne et de chômage massif en Europe. Vidal ne méconnaît pas cette tentation du parallèle et prévient, en bout de course, le lecteur : le capitalisme européen, il y a un siècle, s'est sorti de ses difficultés par un réformisme somme toute modéré, attentif aux particularités nationales, alors que celui d'aujourd'hui nous fait le coup d'une révolution néo-libérale autrement plus radicale. L'incertitude paraît en conséquence bien plus forte aujourd'hui sur les régulations susceptibles d'émerger et de consolider un nouveau régime de croissance. Au demeurant, c'est le message explicite de l'auteur : toute sortie de crise longue et profonde est un alliage circonstanciel de facteurs endogènes, qui concourent à renverser la dynamique économique, et de changements exogènes d'ordre institutionnel, qui impriment dans l'ordre économique les exigences sociales. La répétition n'est pas la figure dominante de l'histoire des sorties de crise.

Réalité et causes de la grande dépression

La grande dépression du XIX^e siècle, classiquement située de 1873 à 1896, présente le paradoxe d'avoir été vécue avec acuité par les contemporains et d'être fréquemment déniée par les analystes d'aujourd'hui, surtout lorsqu'ils utilisent des comptabilités nationales tant bien que mal reconstituées. Ce paradoxe s'explique largement pour Vidal par la différence des normes de jugement et des conditions d'observation entre la fin du XIX^e siècle et aujourd'hui : hier, la stabilité des prix comptait plus dans l'appréciation du caractère normal de la situation que la vigueur de la croissance, dont le concept comme la mesure restaient flous. Lorsque les prix baissaient beaucoup et longtemps, la dépression était là pour les acteurs de l'époque. Le fait stylisé unificateur des années 1870 à 1890, dans les quatre pays européens étudiés (Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie), c'est bien la force et la durabilité des pressions déflationnistes, qui se manifestent par l'orientation baissière des prix. Mais ces pressions ne se transforment pas uniformément, sur l'ensemble de la période considérée, en une interruption généralisée de la croissance. Le Royaume-Uni éprouve un ralentissement progressif d'une croissance qui reste positive, et ce ralentissement se continuera au-delà de 1900. Les trois autres pays connaissent des phases beaucoup plus franches d'interruption de la croissance, qui durent de douze à quinze ans, et ces phases de stagnation ne sont pas synchrones. Si on cherche un ralentissement commun, prononcé et durable de la croissance, on conçoit qu'il ne reste plus grand chose...

Comprendre la grande dépression, c'est comprendre comment la communauté des pressions déflationnistes en Europe débouche sur des dynamiques nationales, tendancielle et cycliques, différenciées. Vidal mobilise à cet égard la notion de cycle sur un mode heuristique : la composition sectorielle des économies nationales (le poids de l'agriculture, celui de la construction, ...) et la spécificité de leur insertion internationale les rend inégalement sensibles à la pluralité enchevêtrée des fluctuations cycliques (Juglar, Kuznets et les autres...). Ce chevauchement des fréquences cycliques n'est pas réductible à la mécanique emboîtée dont rêvait Schumpeter (les petits cycles Kitchin, d'ordre triennal, emboîtés dans les Juglar, d'ordre décennal, et ceux-ci dans les Kondratieff, de l'ordre du demi-siècle...) et laisse toute sa place aux idiosyncrasies nationales, comme à l'incertitude des interactions qui décident du devenir de la dépression. Ainsi, si le Royaume-Uni échappe largement à la grande dépression — au prix peut-être de son déclin ultérieur, faute d'avoir été suffisamment incité à réformer et moderniser son capitalisme vieillissant — c'est parce que son implantation internationale permet une alternance assez régulière (selon une périodicité de type Kuznets, de l'ordre de vingt à vingt-cinq ans) entre l'accumulation sur le territoire domestique et l'accumulation dans les pays neufs. L'exportation des capitaux en direction de ceux-ci, lorsque la rentabilité

s'y avère supérieure à celle des investissements en métropole, entraîne d'importants flux d'exportations de marchandises en provenance du Royaume-Uni, où l'activité se trouve ainsi stabilisée. Lorsque les excès d'endettement des pays neufs, débouchant sur la crise financière, font se retourner le mécanisme, la réalisation de surplus commerciaux dans ces pays, permettant le rétablissement de leur solvabilité, se nourrit d'exportations de produits primaires en direction de la métropole au dynamisme retrouvé. Cette alternance entre l'accumulation domestique et l'accumulation à l'extérieur prévaut aussi dans le cas de la France, mais avec une efficacité bien moindre pour les exportations françaises de marchandises, si bien que l'économie française ne trouve pas là le moyen d'échapper complètement à la grande dépression.

Vidal développe ce qu'on pourrait appeler une conception « fondamentaliste » de la grande dépression. Celle-ci ne résulte pas du simple éclatement d'une bulle financière hasardeuse, indépendante de la trajectoire réelle des économies. Les crises financières jouent incontestablement un rôle important dans les enchaînements de la grande dépression, elles en inaugurent (en Allemagne en 1873, en Italie en 1887) ou en ponctuent (en France en 1882) les phases les plus difficiles. Mais, si elles aggravent le cours des choses, les risques que leur éclatement réalise sont inscrits dans l'affaiblissement structurel de la croissance : « La longue dépression est fondamentalement due à l'affaiblissement des *trends* qui soutenaient la croissance à long terme. Les agents n'ont ni perçu, ni prévu cet affaiblissement, et le ralentissement de la croissance aura pour conséquence que la rentabilité sera moindre que prévu, et que la solvabilité ne sera pas assurée. Il y aura un risque important de crise financière; ce risque sera encore plus élevé, si à la fin de la longue phase d'expansion, s'est développée une bulle spéculative » (p. 91). Vidal repère trois facteurs explicatifs principaux de la grande dépression, qui sont autant de « ruptures de *trends* » :

— L'épuisement de la phase d'essor de la construction d'infrastructures de transport, source d'une dynamique cyclique de type Kuznets. L'impact n'est pas seulement sectoriel, car les besoins de cette construction ont poussé à des mutations institutionnelles et financières profondes, d'ordre macroéconomique. Les États se sont impliqués. Une nouvelle ingénierie financière s'est développée pour reconvertir les capitaux rentiers de la propriété foncière vers les titres émis par les compagnies ferroviaires. Le retournement du *boom* ferroviaire a été associé à des crises financières graves et les États se sont ensuite efforcés de tempérer, sinon d'éviter, les conséquences de ce retournement.

— Une dépression agricole grave et durable, dont le facteur principal est l'intense concurrence exercée par les États-Unis revenus de la guerre de sécession et par d'autres pays neufs. Les céréales et la laine importées de ces pays inondent les pays européens. La pression déflationniste exercée est dissymétrique : nouveaux concurrents agroalimentaires, les États-Unis maintiennent un ferme protectionnisme industriel et cette

dissymétrie ne permet pas aux mécanismes rééquilibrants à la Heckscher-Ohlin-Samuelson de jouer librement. Entre 1875 et 1900, les écarts entre les salaires industriels élevés des États-Unis et ceux, plus faibles, des pays européens, perdurent.

— La domination et la persistance de facteurs déflationnistes généraux, qui font jouer aussi bien des facteurs monétaires (la raréfaction de l'or, entre 1852 et 1885, alors même que l'étalon-or se généralise) que réels (si le *boom* de construction d'infrastructures de transport s'épuise et nourrit moins la demande, le système de transports désormais installé permet le déversement plus aisé et moins coûteux d'une offre qui vient concurrencer les productions locales). Cette pression déflationniste pèse plus sur les prix que sur les salaires, si bien que le déclin de la rentabilité, perçu avec acuité par les capitalistes de l'époque et bien repéré par les reconstitutions statistiques, entraîne celui de l'accumulation du capital industriel et urbain (dans une période où industrialisation et urbanisation sont étroitement liées). C'est dans les industries de biens de production que le repli est le plus marqué.

La sortie de la grande dépression : la macroéconomie et les institutions

La sortie de la grande dépression passe par le jeu conjoint de mécanismes de marché et d'incitations institutionnelles qui orientent les capitaux libérés des activités en déclin vers les activités porteuses associées à la seconde révolution industrielle et qui convainquent les détenteurs rentiers de dépasser leur aversion au risque face à ces nouvelles opportunités d'investissement (le secteur ferroviaire avait l'avantage d'être fortement réglementé et protégé). En développant cette ligne d'analyse, Vidal retrouve une tradition qui fait de la reconstitution endogène des capacités d'épargne dans la dépression de longue durée le facteur permissif du retour d'une phase ascendante. Cette analyse laisse cependant interrogatif sur les implications d'une phase déflationniste durable. La déflation détruit du revenu et dévalorise des capitaux, si bien que l'on ne peut pas considérer le stock d'épargne comme intangible et parfaitement transférable d'une activité à l'autre (Vidal insiste sur le fait qu'il n'y a pas de destruction de capital dans le secteur ferroviaire protégé par la réglementation étatique, mais ce capital est immobilisé justement). La synthèse macroéconomique proposée par Vidal reste à cet égard inachevée et cette incertitude a pour pendant un flou concernant la reconfiguration des classes sociales et de leurs rapports. Le rôle dominant de la propriété foncière a largement été ébranlé par la crise agricole et les nouvelles dynasties industrielles n'ont pas été la simple réincarnation des propriétaires fonciers. Sur ce double plan, Vidal sous-estime peut-être l'ampleur des mutations du capitalisme qui émerge de la grande dépression, parce que la destruction de valeur et de positions acquises causée par la déflation oblige, pour en sortir, à

des changements qui ne sont pas réductibles à un transfert d'épargne préexistante. Qui sort vainqueur de la grande dépression? Les rentiers qui détiennent les capitaux susceptibles d'un redéploiement vers les nouveaux secteurs porteurs, ou les nouveaux débiteurs, c'est-à-dire les entrepreneurs qui mettent à profit l'évolution du système bancaire pour se lancer, grâce au crédit, dans de nouvelles aventures industrielles? La réponse à cette question, sans doute trop abruptement formulée, n'est pas claire dans l'ouvrage de Vidal, alors que l'enjeu représenté par l'analyse du rôle de l'épargne dans la sortie de crise est évidemment tout à fait important, hier comme aujourd'hui.

Domaine par domaine, Vidal explore le jeu des facteurs économiques et institutionnels qui concourent à la sortie de la grande dépression :

— L'agriculture, avec beaucoup de nuances selon les pays, témoigne d'une capacité limitée d'ajustement spontané aux changements de prix relatifs. La rigidité des structures d'exploitation, notamment en France, limite cette adaptabilité. Les politiques de protection douanière jouent donc un rôle important et permettent incontestablement une relance de la production agricole. Leur effet macroéconomique net est moins évident, car, si elles favorisent un redressement du pouvoir d'achat rural favorable à l'expansion du marché intérieur, elles freinent la réallocation des ressources en capital et en main-d'œuvre nécessaire à la libre expansion des nouvelles activités industrielles. Ce peut être une contrainte là où la démographie limite les ressources en main-d'œuvre, comme en France de nouveau (mais, à l'échelle de l'ensemble de l'Europe, au vu de l'ampleur des migrations humaines en direction des pays neufs, intenses entre 1880 et 1910, on a plutôt tendance à se dire que cette contrainte n'a pesé que modérément et que le protectionnisme agricole n'a pas outre mesure borné la croissance européenne. Paul Bairoch, qui défendait plutôt l'idée contraire d'un effet net positif de ce protectionnisme, se livrait à un calcul d'un autre type, à savoir le manque à gagner de croissance européenne suscité par la perte définitive de main-d'œuvre).

— La libération de capitaux par les activités en déclin, le relâchement des politiques monétaires (les taux d'intérêt nominaux s'orientent à la baisse dès 1873) et l'évolution structurelle des systèmes bancaires (la bancarisation et la scripturalisation progressent) entravent progressivement l'action des forces déflationnistes en libéralisant l'émission monétaire. A leur tour, les taux d'intérêt réels baissent à partir de 1882. Ce ne sont pas les seules vertus de l'étalon-or qui, en garantissant la stabilité de l'ordre monétaire, favorisent le maintien d'anticipations positives. Il aura fallu, pour nourrir et conforter ces anticipations, des mutations considérables des systèmes bancaires, avec le développement des banques de dépôt qui s'attachent à la collecte d'une épargne de masse auprès des nouvelles catégories urbaines. Ces mutations prennent des couleurs nationales, avec le schéma dominant des banques spécialisées ici (le Royaume-Uni et la France), des banques universelles là

(l'Allemagne et l'Italie), ces dernières paraissant plus aptes à prendre le pari des nouveaux risques industriels. Le Royaume-Uni et la France font plus confiance aux marchés financiers animés par les banques d'affaires, ce qui favorise sans doute une stratégie de placements financiers orientés vers l'étranger, au rendement de long terme douteux pour ces deux économies nationales (on sait cependant que les héritiers des emprunts russes n'ont pas encore lâché le morceau!).

— Un mécanisme à la Goodwin – le poids de l'armée de réserve des travailleurs sur les conditions salariales, d'autant plus prononcé qu'ils ne disposaient pas du statut reconnu des chômeurs modernes, – autorise progressivement le redressement de la rentabilité capitaliste au sein des économies européennes. Cette progressivité est fonction des caractéristiques nationales du marché du travail. Elle est plus rapide là où ce marché est plus franchement dégagé des secteurs précapitalistes. En France, la possibilité d'un repli protecteur sur l'agriculture freine l'ajustement salarial dans l'industrie urbaine. La combinaison du faible dynamisme démographique, du conservatisme et du protectionnisme agricoles, et de l'unification nationale du marché du travail aurait ainsi offert aux prolétaires, dans le cas français, la possibilité d'une mobilité protectrice retardant la restauration de la rentabilité capitaliste. On aimerait cependant une démonstration plus complète de ce point, car on a du mal à concilier l'intensité de la crise agricole avec le maintien du rôle de l'agriculture comme secteur abrité et protecteur. La médaille a cependant son revers : lorsque la croissance repartira, avec la Belle Époque, la libération de main-d'œuvre agricole limitera l'expansion des salaires urbains.

— La combinaison des nouvelles conditions financières et de la restauration des profits est un mécanisme général, qui ne privilégie pas particulièrement les secteurs innovants de l'époque (chimie, travail des métaux, construction de machines, électricité). Ceux-ci se comportent comme l'ensemble du secteur de biens de production, auxquels ils appartiennent, en affichant une grande vulnérabilité cyclique de la valorisation de leurs capitaux (sauf dans le cas de l'électricité, secteur réglementé). Vidal ne perçoit pas la sortie de dépression comme le fruit d'une émergence autonome de secteurs innovants et s'oppose ainsi à une lecture schumpeterienne primaire. Les secteurs innovants suivent la reprise générale, plutôt qu'ils ne l'impulsent. Ensuite, bien sûr, la restauration des conditions macroéconomiques et institutionnelles de l'expansion permet aux économies les mieux situées sur ces créneaux innovants, comme l'Allemagne, d'en tirer pleinement profit et de prendre le *leadership* industriel (pour les lecteurs de cette revue, cette discussion évoquera sans aucun doute une vive controverse sur l'ouvrage d'Anton Brender et Florence Pisani, *Le nouvel âge de l'économie américaine*, à propos de l'ordre des causes entre le rétablissement des conditions macroéconomiques d'une croissance régulière et l'émergence de la dite nouvelle économie d'aujourd'hui).

— Vidal n'est en effet pas un pur économiste de l'offre et explore avec attention le rôle des facteurs de demande dans la sortie de dépression. Plus que sur la consommation privée de produits industriels, dont le dynamisme reste limité — ce n'est pas encore l'heure du fordisme, et la régulation concurrentielle du marché du travail reste cruelle, même si certaines catégories urbaines acquièrent une capacité nouvelle de consommation de produits manufacturés —, Vidal insiste sur l'expansion des dépenses individuelles et collectives de services (santé, éducation, transports — en revanche, les domestiques commencent à disparaître) ainsi que sur celle de l'investissement en infrastructures urbaines. C'est le couplage entre la reprise de l'accumulation productive, dans les activités porteuses de la seconde révolution industrielle, et cette expansion nouvelle de dépenses individuelles et collectives orientées vers les services et les infrastructures modernes qui lui paraît assurer une expansion régulière et dynamique de la demande, laquelle nourrit l'optimisme de la Belle Époque. L'Allemagne joue encore gagnante, en instaurant un système de sécurité sociale et en développant activement l'enseignement technique comme secondaire, alors qu'en France la généralisation obligatoire et républicaine de l'enseignement primaire — norme sociale de base qui s'impose dans toute l'Europe de l'Ouest — ne suffit pas à dissimuler le malthusianisme des élites.

— La reprise du commerce international, surtout après 1899, accompagne, plutôt qu'elle ne précède, l'expansion retrouvée. Les effets d'abord négatifs du protectionnisme sont dépassés par le retour des croissances nationales au sein des métropoles européennes, les pays émergents de l'époque franchissent le cap de leurs difficultés financières et la concurrence agroalimentaire exercée par les États-Unis s'amoin-drit, la frontière étant désormais figée. Il faut cependant tenir compte des différences d'insertion internationale : plus que dans d'autres pays européens, la reprise italienne est tirée par l'expansion du commerce international, tandis que le Royaume-Uni compense sa fidélité au libéralisme par la domination impérialiste des marchés que lui fournit l'empire. Mais, ce faisant, il signe sans doute à terme son déclin structurel. L'Allemagne exploite les avantages de son nouveau *leadership* industriel intra-européen en accroissant ses parts de marché à l'exportation. Les taux d'intérêt, plus élevés dans ce pays qu'au Royaume-Uni et qu'en France, témoignent de tensions sur la disponibilité de capital mais aussi de meilleures opportunités d'investissement, auxquelles concourt la disponibilité de ressources humaines qualifiées.

C'est l'image finale que livre l'ouvrage de Jean-François Vidal : des capitalismes européens différenciés émergent de la grande dépression. Les sorties de crise ont, à cette époque, une forte consistance nationale. Au capitalisme prusso-rhénan en gestation, fait de banques universelles, de protectionnisme pragmatique (lequel est un retour aux sources plus qu'une franche novation) et d'un développement bien encadré des capacités humaines, s'oppose un capitalisme britannique, qui choisit

l'expansion financière et impérialiste, sans réforme prononcée de ses institutions fondatrices. Le capitalisme français joue difficilement l'entre-deux, tandis que le capitalisme italien s'oriente vers l'imitation de l'exemple germanique. Cette différenciation des capitalismes est un trait remarquable de l'époque, qui a développé des conséquences séculaires jusqu'à aujourd'hui. Mais il ne devrait pas dissimuler — l'ouvrage de Vidal ne le fait pas, mais comme il est volontairement restreint au cas de quatre économies européennes, le lecteur peut être tenté de le faire — que la sortie de la grande dépression est passée à la fois par l'affirmation de ces différences et par la restauration d'un fonctionnement mieux ordonné d'une économie mondiale plus cosmopolite que jamais, qui a permis une cohabitation relativement harmonieuse de ces capitalismes nationaux. Jusqu'en 1914.